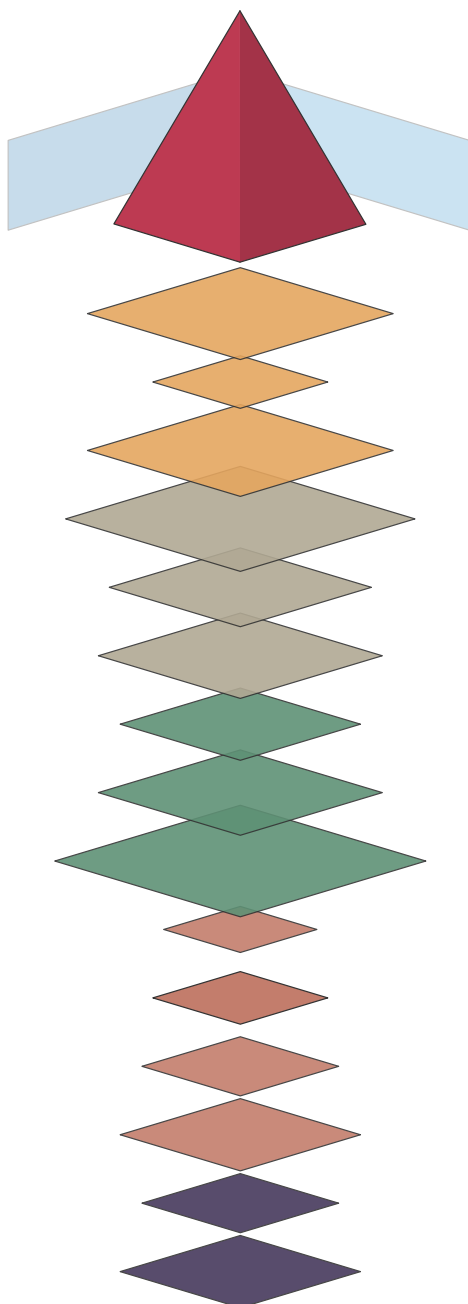


# BURKINA FASO

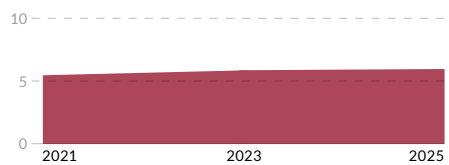


## **6.03** $\nearrow 0.11$ **SCORE DE CRIMINALITÉ**

50<sup>e</sup> sur 193 pays  $\nearrow 3$

14<sup>e</sup> sur 54 pays africains  $\nearrow 2$

3<sup>e</sup> sur 15 pays d'Afrique de l'Ouest  $\nearrow 1$



### **MARCHÉS CRIMINELS** **5.77** $\searrow 0.06$

TRAITE DES PERSONNES	<b>7.00</b>	0.00
TRAFIC D' ÊTRES HUMAINS	<b>4.00</b>	$\searrow 0.50$
RACKET D' EXTORSION ET CHANTAGE À LA PROTECTION	<b>7.00</b>	$\nearrow 0.50$
TRAFIC D' ARMES	<b>8.00</b>	0.00
COMMERCE DE PRODUITS DE CONTREFAÇON	<b>6.00</b>	0.00
COMMERCE ILLICITE DE BIENS DE CONSOMMATION SOUMIS À ACCISE	<b>6.50</b>	0.00
CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE	<b>5.50</b>	0.00
CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE	<b>6.50</b>	0.00
CRIMINALITÉ LIÉE AUX RESSOURCES NON RENOUVELABLES	<b>8.50</b>	0.00
COMMERCE D' HÉROÏNE	<b>3.50</b>	$\searrow 0.50$
COMMERCE DE COCAÏNE	<b>4.00</b>	0.00
COMMERCE DE CANNABIS	<b>4.50</b>	$\nearrow 0.50$
COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE	<b>5.50</b>	0.00
CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE	<b>4.50</b>	$\searrow 1.00$
CRIMINALITÉ FINANCIÈRE	<b>5.50</b>	0.00



### **ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ** **6.30** $\nearrow 0.30$

GROUPES DE TYPE MAFIEUX	<b>5.00</b>	$\nearrow 1.00$
RÉSEAUX CRIMINELS	<b>7.00</b>	0.00
ACTEURS INTÉGRÉS À L' ÉTAT	<b>7.00</b>	0.00
ACTEURS ÉTRANGERS	<b>6.50</b>	$\nearrow 0.50$
ACTEURS DU SECTEUR PRIVÉ	<b>6.00</b>	0.00



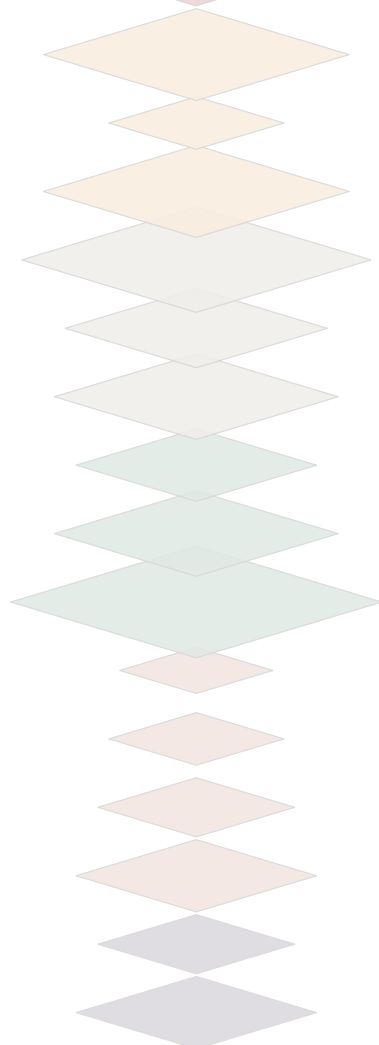
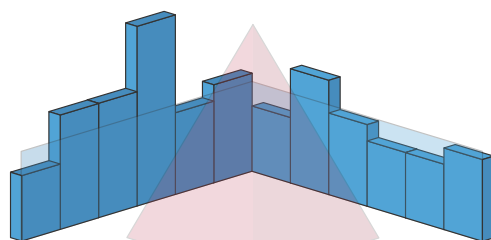
Ce projet a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis



Funded by  
the European Union

Le programme ENACT est financé par l'Union européenne et mis en œuvre par l'Institut d'études de sécurité et INTERPOL, en collaboration avec Global Initiative Against Transnational Organized Crime.

# BURKINA FASO



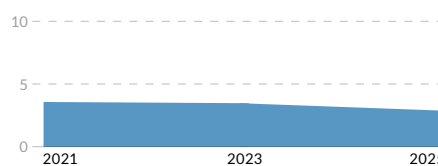
**2.88** ↘0.58

## SCORE DE RÉSILIENCE

**170<sup>e</sup>** sur 193 pays ↘23

**41<sup>e</sup>** sur 54 pays africains ↘11

**13<sup>e</sup>** sur 15 pays d'Afrique de l'Ouest ↘3



LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE	<b>2.00</b> ↘0.50
TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DES GOUVERNEMENTS	<b>3.50</b> 0.00
COOPÉRATION INTERNATIONALE	<b>3.50</b> ↘1.50
POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES	<b>5.50</b> 0.00
SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION	<b>2.50</b> ↘1.50
FORCES DE L' ORDRE	<b>3.00</b> 0.00
INTÉGRITÉ TERRITORIALE	<b>2.00</b> 0.00
LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D' ARGENT	<b>3.50</b> ↘0.50
CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE	<b>2.50</b> ↘0.50
SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS	<b>2.00</b> ↘0.50
PRÉVENTION	<b>2.00</b> 0.00
ACTEURS NON ÉTATIQUES	<b>2.50</b> ↘2.00



Ce projet a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis



Funded by the European Union

Le programme ENACT est financé par l'Union européenne et mis en œuvre par l'Institut d'études de sécurité et INTERPOL, en collaboration avec Global Initiative Against Transnational Organized Crime.

# CRIMINALITÉ

## MARCHÉS CRIMINELS

### PERSONNES

Le marché de la traite des personnes est profondément implanté au Burkina Faso, le pays servant à la fois de source, de zone de transit et de destination pour la traite. L'ampleur et la complexité du problème sont exacerbées par l'insécurité généralisée, les déplacements de population et la pauvreté, en particulier pour les quelque 2 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays, qui sont très vulnérables à l'exploitation. Des réseaux criminels relativement peu structurés dominent le paysage de la traite, piégeant les victimes (souvent des enfants) avec de fausses promesses d'emploi pour ensuite les contraindre à la traite à des fins sexuelles, au travail forcé, à la mendicité organisée et à la servitude domestique. Les groupes extrémistes violents et les écoles coraniques sont parmi les principaux acteurs de la mendicité forcée des enfants. Les femmes sont également régulièrement victimes de la traite à des fins sexuelles, en particulier sur les sites d'extraction artisanale d'or. Le marché de la traite des personnes a une forte dimension transnationale. Les enfants sont emmenés dans les pays voisins, notamment en Côte d'Ivoire, au Mali, au Sénégal et au Niger, pour y être soumis au travail forcé et au trafic sexuel. De même, les femmes burkinabé sont trafiquées vers l'Asie de l'Ouest et forcées dans des situations de servitude domestique. À l'inverse, le pays est également une destination, avec des victimes étrangères, principalement originaires de pays d'Afrique de l'Ouest, exploitées dans le cadre du travail forcé et de la traite à des fins sexuelles.

Le trafic d'êtres humains au Burkina Faso est un marché important. Ce pays enclavé est principalement un point de départ et, dans une moindre mesure, une plaque tournante du transit en raison de sa situation géographique, avec des routes allant vers les pays côtiers et l'Afrique du Nord. Bien que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) facilite les déplacements sans visa, les individus font souvent appel à des passeurs pour éviter les pots-de-vin et le harcèlement aux postes frontières. La détérioration de la situation sécuritaire et la prise de contrôle de divers territoires par des groupes armés ont fortement réduit les mouvements de migrants à travers le pays, et beaucoup transitent désormais par le Bénin ou le sud du Mali. Ces itinéraires sont principalement utilisés par des migrants d'Afrique de l'Ouest qui traversent le Sahel pour se rendre en Algérie ou en Libye dans le but d'atteindre l'Europe. Les groupes de passeurs sont principalement composés d'anciens migrants et de résidents locaux qui connaissent bien la région et ont des liens avec des fonctionnaires. La complicité des autorités est un facteur majeur qui facilite ce secteur, les passeurs étant régulièrement en contact avec des fonctionnaires des États voisins.

Le racket d'extorsion et le chantage à la protection sont monnaie courante, principalement perpétrés par des groupes extrémistes violents et, dans une moindre mesure, par des groupes d'autodéfense locaux. Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin (JNIM), qui contrôle le plus de territoire dans le pays, et la Province de l'État islamique au Sahel (plus connue sous le nom d'EI Sahel) imposent une taxe religieuse, ou zakat, aux communautés sous leur influence. En contrepartie, ils offrent une protection contre les groupes rivaux ou les forces de sécurité et donnent accès aux ressources naturelles présentes sur leur territoire, notamment les pâturages dans les parcs nationaux et les sites d'extraction artisanale d'or. L'extorsion est particulièrement courante le long des principaux axes de transport et autour des bourgs, où les groupes extrémistes violents procèdent à des « contrôles de sécurité » afin de saisir l'argent ou les biens des civils. Les enlèvements contre rançon sont également pratiqués par le JNIM, l'EI Sahel et d'autres réseaux criminels qui ciblent les personnes aisées, les commerçants et les exploitants de mines d'or, mais cette pratique est moins courante.

### COMMERCE

Le trafic d'armes au Burkina Faso est un marché très développé et multiforme. L'insécurité persistante dans le pays a alimenté la demande d'armes tant parmi les groupes armés que parmi les civils cherchant à se protéger. Les armes illicites entrent dans le pays par divers canaux, notamment le pillage des dépôts militaires, la contrebande transfrontalière depuis des pays voisins touchés par des conflits comme le Mali et la Libye, les achats auprès de militaires corrompus, la production artisanale et les stocks résiduels des conflits passés. Des éléments du JNIM et de l'EI Sahel seraient actifs dans les réseaux régionaux de trafic d'armes. Ce commerce a de forts liens transnationaux, les flux traversant les frontières des pays du Sahel et allant jusqu'aux États côtiers. Des armes provenant du Burkina Faso auraient atteint les zones de conflit dans le nord du Ghana, en particulier à Bawku.

Le marché des produits de contrefaçon, en particulier des produits pharmaceutiques, est très consolidé au Burkina Faso. Les médicaments illicites constitueraient la majorité des produits médicaux vendus au Burkina Faso, en raison du manque de médicaments réglementés abordables et accessibles. La plupart des médicaments contrefaits proviennent d'Inde et de Chine et entrent dans la région par les principaux ports d'Afrique de l'Ouest. D'autres sources comprennent des pays européens, tels que la France et la Belgique, ainsi que des producteurs au Nigéria et au Ghana. La situation centrale du Burkina Faso et la porosité de ses frontières en font une plaque tournante essentielle pour la distribution régionale. Des réseaux criminels lâches dominent ce commerce, mais des acteurs intégrés à l'État, tels que des fonctionnaires et des professionnels de santé,

le facilitent. Les groupes armés participent indirectement en taxant les expéditions ou en contrôlant les itinéraires de la contrebande. Le public a souvent du mal à faire la distinction entre les trafiquants et les fournisseurs légitimes en raison des pénuries critiques. Le trafic de produits de contrefaçon ne se limite pas aux médicaments, les saisies récentes mettant en évidence la popularité des produits textiles et des boissons alcoolisées illicites.

La contrebande de produits soumis à accise est tout aussi répandue, en particulier pour les cigarettes et les denrées alimentaires. Le commerce illicite du tabac est alimenté par la combinaison de surproduction chez les fournisseurs étrangers et les importantes différences de prix entre pays voisins, ce qui incite au commerce transfrontalier.

Les cigarettes transitent par divers corridors trans-sahéliens et côtiers, notamment vers la Libye, l'Algérie, le Mali et le Niger. Les marchés légaux et illégaux se chevauchent fréquemment, certains vendeurs agréés se livrant au trafic. Les groupes armés tirent également profit de ce commerce en taxant les convois ou en contrôlant les points de transit dans leurs zones d'influence. Le tabac est souvent introduit en contrebande aux côtés d'autres produits, notamment des produits pharmaceutiques, comme l'ont révélé de récentes saisies. Cependant, comme les quantités précises des différents articles ne sont pas ventilées dans les rapports de saisie, il est difficile d'évaluer avec précision la taille du marché.

## ENVIRONNEMENT

Au Burkina Faso, la criminalité liée à la flore prend principalement la forme de l'exploitation illégale du bois de rose, une espèce protégée à forte valeur marchande. Malgré les interdictions, l'exploitation illégale se poursuit dans les régions des Cascades et du Sud-Ouest, en particulier près de Kampti, en raison de la pression démographique et de la faiblesse des mesures de contrôle. Les contrebandiers transportent les grumes vers le grand centre commercial de Bobo-Dioulasso en utilisant de faux permis ou en soudoyant les agents forestiers pour contourner les contrôles. L'implication de fonctionnaires suggère une corruption importante au sein des organismes de réglementation. La demande internationale pour ce bois, en particulier en provenance de Chine, alimente le marché transnational, qui est alimenté par des grumes transportées du Burkina Faso vers les ports du Ghana et du Togo.

La criminalité liée à la faune est en augmentation, en particulier dans les zones où l'insécurité s'est accrue. Le JNIM et l'EI Sahel collaborent avec des braconniers dans certaines régions, telles que les frontières sud avec le Bénin et le Niger, les groupes extrémistes assurant leur protection ou exigeant des marchandises en échange de l'accès à la forêt. Le trafic de tortues marines, pour lequel le Burkina Faso sert de pays de transit, n'est qu'un exemple parmi d'autres de l'implication du pays dans les réseaux régionaux de trafic d'espèces sauvages. La chasse au trophée (en particulier

les lions) est une autre forme importante de crime contre les espèces sauvages, bien que les quotas aient baissé ces dernières années en raison du déclin des populations, tandis que le braconnage des éléphants et des hippopotames se poursuit dans certaines régions. Ces activités menacent non seulement la biodiversité locale, mais contribuent également aux conflits, en particulier lorsque les chasseurs fournissent des renseignements ou des marchandises à des groupes tels que le JNIM contre accès et protection.

La criminalité liée aux ressources non renouvelables au Burkina Faso est dominée par le commerce illicite de l'or, en particulier celui provenant de l'extraction artisanale et à petite échelle. La capitale, Ouagadougou, sert de principale plaque tournante commerciale, où l'or est fondu en lingots avant d'être acheminé vers des pays voisins tels que le Mali ou envoyé directement vers des pays comme la Suisse, la Türkiye et les Émirats arabes unis. Le commerce du mercure et du cyanure, essentiels au traitement de l'or, est essentiel à cette économie criminelle dans toute la région, le Burkina Faso servant de plaque tournante pour ces substances dangereuses. Bien qu'il ne s'agisse pas d'un moyen de subsistance essentiel pour de nombreuses communautés, l'extraction minière informelle contribue de manière significative à l'instabilité nationale, les revenus tirés de l'or finançant le JNIM et l'EI Sahel et encourageant la corruption. L'extraction de l'or ne finance pas seulement les groupes armés, mais constitue également un moyen pour eux d'affirmer leur contrôle territorial et de gagner le soutien des communautés. L'extraction aurifère est étroitement liée à la traite des personnes, en particulier à des fins d'exploitation par le travail et d'exploitation sexuelle. La contrebande de carburant est un autre marché bien organisé au Burkina Faso, étroitement lié au trafic de produits chimiques pour le traitement de l'or. Les réseaux criminels utilisent des stratégies logistiques similaires pour transporter le carburant et le cyanure, par exemple, à par les frontières est et sud-est avec le Bénin et le Togo. Le carburant transite également par la région trifrontalière avec le Mali et le Niger.

## DROGUES

Le Burkina Faso sert principalement de pays de transit pour le commerce d'héroïne, bien qu'à une échelle relativement modeste. De modestes quantités d'héroïne, destinées à l'Europe, traversent le pays par voie terrestre après avoir débarqué dans des ports d'Afrique de l'Ouest tels que Lomé, Cotonou et Lagos. Les drogues sont dissimulées dans des conteneurs à double fond et transportées à bord de véhicules utilitaires et de motos. Il existe une consommation locale, mais elle est limitée aux personnes aisées, notamment les expatriés et les personnalités du milieu du divertissement.

Le commerce de cocaïne est plus important en Afrique de l'Ouest que le commerce d'héroïne, et le Burkina Faso joue un rôle de point de transit. La cocaïne produite en Amérique latine est acheminée vers l'Afrique de l'Ouest à la fois par

des porte-conteneurs (qui rejoignent les grands ports du Ghana, du Nigéria et du Togo) et par des navires plus petits tels que des bateaux de pêche, des cargos et des bateaux de plaisance. Si la majeure partie de la cocaïne est ensuite acheminée vers l'Europe par voie maritime, une petite partie est trafiquée par le Sahel, notamment via le Burkina Faso, vers l'Europe. Bien que la demande intérieure soit inférieure à celle pour d'autres drogues, la consommation augmente parmi les personnes aisées et certaines catégories de jeunes.

Le cannabis est largement consommé au Burkina Faso et représente une part importante du marché national de stupéfiants. Les importantes saisies et le démantèlement de réseaux témoignent de sa popularité. Depuis 2020, un volume croissant de résine de cannabis est acheminé par voie maritime du Maroc vers le golfe de Guinée à bord de divers navires non conteneurisés, notamment des vedettes rapides, puis livré le long des côtes ouest-africaines. De là, la résine est transportée vers le nord par voie terrestre, en passant par le Bénin et le Togo, une partie transitant possiblement par le Burkina Faso.

Les drogues de synthèse, en particulier les méthamphétamines et les médicaments détournés tels que le tramadol, ont trouvé un marché en pleine expansion. Ces substances arrivent par les ports côtiers et sont acheminées vers l'intérieur des terres via le Burkina Faso vers d'autres États du Sahel. La consommation est très répandue et a fortement augmenté dans toute la sous-région, en particulier chez les jeunes, les travailleurs du sexe et les ouvriers agricoles, du bâtiment et dans les mines d'or. Bien que les groupes armés soient d'importants consommateurs de substances illicites telles que le tramadol et le Rivotril, rien n'indique qu'ils soient directement impliqués dans le trafic.

## CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE

La criminalité cyberdépendante est présente au Burkina Faso, de pair avec la numérisation croissante du pays. Les activités criminelles comprennent l'accès non autorisé à des données, le piratage informatique et les attaques par ransomware. L'utilisation croissante des plateformes de cryptomonnaie a donné naissance à de nouvelles formes de fraude, notamment le piratage de l'accès aux portefeuilles numériques et aux plateformes d'échange. Les cybercriminels d'autres pays de la région, en particulier du Cameroun, collaboreraient avec des acteurs locaux. Bien que les cas soient sous-déclarés, la fréquence et la sophistication croissantes des cybercrimes suggèrent l'existence d'un marché criminel d'importance modérée.

## CRIMINALITÉ FINANCIÈRE

La criminalité financière au Burkina Faso continue de poser un problème notable, en partie en raison de l'instabilité politique et de la prévalence croissante de la fraude cyber-facilitée. Le détournement de fonds publics reste très répandu dans les secteurs de l'éducation, de l'agriculture et des infrastructures.

Si le gouvernement actuel a engagé des poursuites judiciaires contre certains anciens fonctionnaires pour détournement de fonds et corruption, des inquiétudes subsistent quant à des poursuites motivées par des considérations politiques et l'impunité pour les abus au sein de l'armée. Les escroqueries cyber-facilitées, notamment l'usurpation d'identité, les prescriptions médicales frauduleuses, les offres d'emploi fictives et les fraudes à l'investissement sur les réseaux sociaux, constituent une forme particulièrement courante de criminalité financière. Les escroqueries liées aux téléphones portables sont également très répandues, impliquant souvent de faux concours de la fonction publique avec des demandes de paiement pour figurer sur les listes d'éligibilité. Les stratagèmes frauduleux utilisent principalement les réseaux sociaux et tirent parti des lacunes dans la culture numérique du public et dans l'application de la réglementation.

## ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

Au Burkina Faso, les groupes de type mafieux sont principalement issus des milices d'autodéfense, qui jouent un double rôle complexe à la fois comme contributeurs au conflit et, parfois, comme sources de résilience. Si certains rapports indiquent que les milices ont contribué à réduire la criminalité et la violence, le manque de contrôle de l'État leur a permis de se livrer à de nombreuses activités criminelles, notamment le racket d'extorsion et le chantage à la protection, le vol de bétail et les violences communautaires.

Les réseaux criminels au Burkina Faso se caractérisent par leur nature fluide et opportuniste, s'adaptant aux fluctuations dans la rentabilité des différents marchés illicites. La plupart sont peu structurés, leurs membres se livrant à de multiples activités criminelles et collaborant avec les groupes armés qui contrôlent de vastes territoires et les routes commerciales stratégiques. Ces réseaux jouent un rôle central dans le trafic de drogue et la contrebande d'or, s'appuyant souvent sur des acteurs politiques et de la sécurité corrompus pour opérer en toute impunité. Ils sont intégrés dans les systèmes formels et informels et tirent fréquemment parti du clientélisme, de la corruption et des lacunes institutionnelles pour protéger leurs activités. Leur influence s'étend également au-delà des frontières nationales et ils ont des liens avec des acteurs de la criminalité dans les États voisins.

Au Burkina Faso, les acteurs intégrés à l'État contribuent de manière significative au paysage criminel du pays. Alors que l'État ne contrôle pas les marchés criminels en général, certains fonctionnaires et agents des forces de l'ordre facilitent activement les opérations criminelles, acceptant souvent des pots-de-vin ou participant directement à des économies illicites. La corruption est particulièrement concentrée dans les zones à forte activité criminelle, ce qui encourage la contrebande, le trafic et l'exploitation des ressources. La complicité des officiels s'étend aux crimes transnationaux tels que le trafic d'êtres humains, le trafic d'or, la distribution de drogues et l'exploitation forestière illégale. En outre, des groupes d'autodéfense soutenus

par l'État, tels que les Volontaires pour la défense de la patrie (VDP), se livreraient à des enlèvements, au trafic de stupéfiants et au vol de bétail, et leur déploiement a coïncidé avec une recrudescence de la violence et des enlèvements. Le détournement de fonds publics est un autre problème persistant, les fonds étant détournés de l'éducation, de l'agriculture, des sports et d'autres domaines.

En ce qui concerne les acteurs étrangers, des organisations extrémistes violentes affiliées à Al-Qaïda et à l'État islamique, notamment le JNIM et l'EI Sahel, sont présentes au Burkina Faso. Le JNIM opère dans presque toutes les régions du pays et contrôle des territoires dans le nord et l'est du Burkina Faso. L'EI Sahel concentre ses activités dans l'extrême nord, autour de la zone trifrontalière avec le Mali et le Niger. Ces groupes se livrent à toute une série d'activités criminelles, notamment le vol de bétail, les enlèvements et le commerce illicite d'armes et d'or. Indirectement, ils financent leurs opérations en taxant les marchés criminels tels que le trafic de drogue et les produits de contrefaçon, en intervenant le long des itinéraires de transit et en bloquant les villes. Leur contrôle territorial croissant et leur autonomie financière ont contribué à l'escalade de la violence contre les civils, à de graves violations des droits de l'homme et à des déplacements massifs de population. Le pays compte également des acteurs étrangers, notamment des États sahéliens et côtiers voisins tels que le Mali, la Côte d'Ivoire et le Nigeria, qui jouent un

rôle important dans la traite des personnes et la contrebande d'or et travaillent souvent avec des homologues locaux. Le vol de bétail implique également des réseaux coordonnés au niveau régional pour le transport et la vente, les voleurs burkinabé coopérant avec des intermédiaires ghanéens ou ivoiriens pour vendre le bétail volé. Les entreprises étrangères, en particulier celles du secteur du tabac, contribueraient également aux marchés criminels en sur-approvisionnant la région en cigarettes, facilitant ainsi le commerce illicite.

Les acteurs du secteur privé sont souvent impliqués dans des activités économiques légales et illégales. Certaines entreprises légitimes se tournent vers des activités illicites lorsque les conditions du marché sont favorables. Cela est particulièrement évident dans des secteurs tels que les produits pharmaceutiques et les drogues de synthèse, où les chaînes d'approvisionnement licites et illicites sont étroitement liées. Les acteurs privés impliqués dans le trafic de drogue et d'or ont tendance à blanchir leurs profits par le biais d'investissements dans l'immobilier, le bétail et l'extraction artisanale de l'or. Le secteur de l'or, en particulier, offre un moyen pratique de blanchir de l'argent, car il s'agit d'une matière première légale, facile à transporter et de grande valeur. Les petits vendeurs jouent également un rôle dans la facilitation de la contrebande, en particulier de produits chimiques tels que le cyanure, dont le trafic s'est intensifié avec l'expansion de l'extraction minière artisanale.

# RÉSILIENCE

## LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

La résilience du Burkina Faso face au crime organisé a été considérablement affaiblie par l'instabilité politique et les conflits persistants. Depuis 2022, le pays est gouverné par une junte militaire qui a pris le pouvoir à la suite de deux coups d'État successifs, annulant les réformes politiques précédemment mises en œuvre. En mai 2024, la junte a annoncé la prolongation du régime militaire pour cinq ans en raison de l'insécurité persistante, plus de la moitié du territoire national échappant au contrôle du gouvernement. Les indicateurs de gouvernance montrent une détérioration continue dans des domaines clés, notamment l'État de droit, l'efficacité et la responsabilité du gouvernement. Les groupes armés liés à Al-Qaïda et à l'État islamique contribuent à aggraver l'instabilité en finançant leurs opérations par l'extorsion, le vol de bétail et la taxation d'économies illicites telles que la contrebande d'or. De graves violations des droits de l'homme attribuées aux organisations extrémistes violentes, aux milices et aux forces de sécurité, notamment des massacres, des actes de torture et des répressions, ont été signalées sous l'administration actuelle. Il est également rapporté une impunité généralisée pour les services de sécurité, y compris les forces auxiliaires.

La transparence et la responsabilité du gouvernement sont soutenues par des institutions spécialisées, notamment l'Autorité supérieure de contrôle de l'État et de lutte contre la corruption, qui a lancé des initiatives nationales pour prévenir et combattre la corruption. Ces institutions facilitent les activités de formation et de sensibilisation des acteurs publics et privés et collaborent avec les groupes de la société civile. Cependant, les acteurs de la société civile sont de plus en plus menacés depuis l'arrivée au pouvoir de la junte et opèrent actuellement sous une pression immense, les critiques à l'égard du gouvernement donnant souvent lieu à des intimidations, des enlèvements ou des harcèlements. En outre, l'accès à l'information reste partiel et des documents et données publics clés ne sont pas facilement accessibles. Il existe un cadre juridique pour la divulgation d'informations, mais des dispositions excessives en matière de confidentialité et des mécanismes d'application limités entravent son efficacité.

La coopération internationale est mise à rude épreuve sous le régime actuel. Bien que le Burkina Faso soit signataire des principaux traités internationaux et ait collaboré avec INTERPOL et l'Union européenne par le passé, ses partenariats

se sont détériorés depuis 2022. Les dirigeants ont délaissé leurs partenaires traditionnels, tels que la France et la CEDEAO, au profit de la Russie, de la Turquie, de la Chine et de l'Iran. La junte a officiellement mis fin aux opérations militaires françaises en février 2023 et a pris ses distances avec ses anciens partenaires européens. En janvier 2024, le Burkina Faso, aux côtés du Mali et du Niger, a annoncé son retrait de la CEDEAO, affaiblissant encore davantage les cadres de coopération régionale. Les accords bilatéraux et multilatéraux existants sur la traite des personnes et le trafic d'enfants, en particulier avec la Côte d'Ivoire, le Bénin et le Togo, n'ont pas donné lieu à une coopération durable. Les tensions diplomatiques, les affrontements frontaliers et les accusations de déstabilisation ont contribué à entraver les efforts transfrontaliers.

En ce qui concerne les politiques et les législations nationales, le Burkina Faso dispose d'une législation visant toute une série de marchés criminels, notamment la traite des personnes, les produits médicaux falsifiés, le blanchiment d'argent et la criminalité environnementale. Malgré cela, l'application de la loi reste faible en raison de l'insécurité, de la corruption et des capacités institutionnelles limitées. La base de données juridique nationale du ministère de la Justice n'a pas été mise à jour depuis 2017, et bien que le pays dispose de stratégies nationales pour l'économie numérique et la cybersécurité, il manque d'un cadre réglementaire solide pour faire face aux nouveaux défis tels que les cryptomonnaies.

## JUSTICE PÉNALE ET SÉCURITÉ

Le système judiciaire du Burkina Faso comprend des unités spécialisées chargées de poursuivre la criminalité financière, le trafic de stupéfiants et le crime organisé. Cependant, le système judiciaire est fortement affecté par la lutte contre le terrorisme, ce qui limite sa capacité à lutter contre d'autres formes de crime organisé. L'ingérence de l'exécutif, la corruption et l'insécurité ont entraîné la fermeture de tribunaux et entravé l'accès à la justice dans les régions touchées par le conflit. Les conditions de détention sont particulièrement difficiles. Les opérations antiterroristes de grande envergure ont entraîné une surpopulation carcérale et un accès insuffisant à la nourriture, à l'eau, à l'assainissement et aux soins médicaux, en particulier dans les zones rurales. La détention provisoire est courante et dépasse souvent la durée maximale de la peine prévue pour l'infraction présumée. Ces conditions contribuent à la radicalisation et sapent la confiance dans le système judiciaire. Les efforts des forces de l'ordre contre le crime organisé sont freinés par le manque de ressources et l'insécurité généralisée. Bien qu'il existe des agences spécialisées dans la lutte contre le crime organisé, elles sont relativement inefficaces et des agents des forces de l'ordre ont même été impliqués dans des activités criminelles telles que le trafic d'êtres humains et la contrebande de carburant. Malgré des efforts continus, les forces de l'ordre restent sous-équipées et les groupes armés continuent d'opérer en toute impunité dans de nombreuses régions du pays.

L'intégrité territoriale est une préoccupation majeure, une partie importante du pays échappant toujours au contrôle du gouvernement. Le JNIM opère dans toutes les régions du Burkina Faso et bloque l'accès à plus de 50 villages et villes, y compris de grandes capitales régionales telles que Djibo. La région sud reste une zone de transit clé pour les marchandises illicites, notamment les armes et les produits médicaux, entre les États du Sahel et les États côtiers. La géographie du Burkina Faso, frontalier avec six pays d'Afrique de l'Ouest, l'expose aux flux de marchandises licites et illicites. Les vulnérabilités en matière de cybersécurité persistent également.

## ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Le cadre de lutte contre le blanchiment d'argent (LBC) du Burkina Faso a connu des revers ces dernières années. Le pays avait auparavant démontré une volonté politique forte de renforcer son régime LBC, en coopérant avec des partenaires internationaux tels que le Groupe d'action financière et le Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent. Cependant, depuis 2022, l'instabilité politique et le retrait des organisations régionales telles que la CEDEAO ont interrompu la collaboration régionale et compromis les projets en cours. Le Burkina Faso figure toujours sur la liste des juridictions faisant l'objet d'une surveillance renforcée du Groupe d'action financière, également connue sous le nom de « liste grise ». Si le cadre juridique de la lutte contre le blanchiment d'argent est en place, son application est limitée en raison de la faiblesse des capacités de la cellule de renseignement financier et de la vigueur de l'économie informelle. Des secteurs tels que l'extraction minière et l'assurance sont particulièrement vulnérables au blanchiment d'argent et le gouvernement n'a pas répondu aux demandes de recouvrement d'avoirs.

L'environnement réglementaire économique est également confronté à des défis structurels et institutionnels. Malgré des cadres juridiques conçus pour encourager les investissements étrangers et la concurrence équitable, l'économie du pays est paralysée par l'insécurité persistante, la corruption et les déficits en matière d'infrastructures. L'instabilité politique et les conflits armés ont perturbé les échanges commerciaux et les activités économiques dans une grande partie du territoire, les poussant vers le marché illicite. Le secteur de l'extraction artisanale de l'or, qui contribue de manière importante aux recettes d'exportation, opère en grande partie en dehors du contrôle de l'État et est dominé par des réseaux criminels et des groupes armés. Ce secteur est associé à des violations des droits du travail, à l'évasion fiscale et au financement de groupes tels que le JNIM et l'EI Sahel. Le contrôle territorial limité de l'État a permis aux activités économiques illicites de se développer avec un minimum de surveillance (bien que l'instabilité extrême rende également de nombreuses zones peu attrayantes pour les groupes criminels). Les sanctions imposées par d'autres pays à la suite des coups d'État de 2022, combinées au retrait du Burkina

Faso des organismes régionaux tels que le G5 Sahel, ont réduit son accès aux mécanismes de financement régionaux. Le gouvernement a tenté d'introduire des réformes pour améliorer l'enregistrement des entreprises, mais la corruption continue de limiter la création d'emplois, en particulier chez les jeunes qui, par conséquent, recherchent massivement des emplois dans l'économie informelle.

## SOCIÉTÉ CIVILE ET PROTECTION SOCIALE

Les services de soutien aux victimes et aux témoins sont limités au Burkina Faso. Si des progrès ont été réalisés dans l'identification des victimes et deux refuges fonctionnent 24 heures sur 24 à Ouagadougou pour les adultes et les enfants, ces efforts restent insuffisants. L'instabilité politique qui a suivi les coups d'État militaires a perturbé les initiatives de lutte contre la traite, rendant inactif le comité national de lutte contre la traite, sans qu'aucune enquête sur des cas de traite n'ait été signalée. Les efforts visant à aider les personnes consommant des drogues ont notamment consisté en des initiatives de renforcement des capacités menées par des organisations locales, mais l'État reste fortement dépendant des partenaires non gouvernementaux et internationaux. Les services d'aide aux victimes et d'orientation sont sous-développés en dehors de la capitale et il n'existe aucun programme officiel de protection des témoins. Les victimes ignorent souvent leurs droits et les protections juridiques dont elles bénéficient, ce qui les dissuade de participer aux procédures judiciaires. Par conséquent, la plupart des victimes se retrouvent sans protection juridique ou sociale adéquate.

Les stratégies de prévention ciblant le crime organisé se sont concentrées sur les questions liées au trafic et aux drogues. Malgré l'existence d'un plan d'action national

visant à développer un système basé sur des campagnes de prévention et de sensibilisation, plusieurs lacunes subsistent : aucune formation n'a été dispensée au personnel diplomatique ; il n'y a pas d'efforts de sensibilisation du public ciblant la mendicité des enfants ; et les écoles coraniques restent non réglementées. Néanmoins, des efforts de sensibilisation plus larges existent, tels que des campagnes de prévention de l'usage de stupéfiants par le biais des médias et d'un engagement direct.

Les organisations de la société civile jouent un rôle central dans la fourniture de services essentiels, l'aide aux victimes de crimes et la réponse aux besoins humanitaires dans les zones négligées par l'État. Cependant, leur champ d'action s'est considérablement réduit depuis le coup d'État militaire. De nombreuses villes et camps de déplacés restent inaccessibles en raison de l'insécurité, en particulier dans le nord et l'est du pays. L'accès humanitaire est fortement limité dans ces régions, ce qui entrave le travail des organisations locales et internationales. Le financement étranger des groupes de la société civile est considéré avec suspicion par l'État, et toute critique du gouvernement ou tout reportage sur le conflit est sévèrement réprimé. Les journalistes font l'objet de menaces, d'arrestations et de recrutements forcés dans les milices alignées à l'État. La liberté de la presse au Burkina Faso a considérablement diminué, reflétant les contraintes plus générales pesant sur les libertés civiles et les risques croissants auxquels sont confrontés les acteurs non étatiques engagés dans l'amélioration de la responsabilité.

---

*Ce résumé a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis.*